



BULLETIN FEMINISTE DES JEUNES DU NPA

L'actualité du combat féministe

Les inégalités existent toujours

Depuis des années, on nous raconte que le combat féministe est dépassé et que les inégalités hommes/femmes se sont évaporées. Pourtant les chiffres restent alarmants: 80% des temps partiels sont occupés par des femmes, elles sont plus touchées par le chômage et elles touchent 30% de moins que les hommes à travail égal ; 1 femme consacre en moyenne 3h30 par jour aux tâches ménagères contre 2h pour les hommes ; 1 femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint. Actuellement, le gouvernement Sarkozy - Fillon s'attaque clairement aux droits des femmes en bradant le Planning familial (structure d'accueil, de soins et de prévention santé & sexualité) en diminuant leur subvention quasi de moitié ; il ne fait rien pour stopper les suppressions des centres IVG ce qui constitue une attaque claire pour limiter le droit à l'avortement. Enfin, le climat de crise économique génère une pluie de plans de licenciements dans lesquels les femmes sont en première ligne car elles occupent souvent les emplois les plus précaires.

Lutter pour une société débarrassée des oppressions

Pour notre génération, les droits (avortement, contraception,...) arrachés durement par les luttes des femmes sont des acquis exceptionnels. Pourtant, ils sont sans cesse remis en cause par nos dirigeants et leurs complices de l'extrême droite prônant un retour à l'ordre moral. Nous devons continuer à lutter pour l'égalité hommes/femmes, pour le droit des femmes à disposer de leurs corps, contre le sexisme ambiant dans toutes les sphères de la société (médias, pub, lycées, facs, lieux de travail...) et pour de nouveaux droits. Le système capitaliste profite de ces inégalités pour nous diviser, pour nous précariser davantage. Nous devons nous attaquer au système et lutter pour une autre société débarrassée des oppressions qui nous affaiblissent.

Tous dans la rue le 8 mars pour les droits des femmes

Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, est une occasion d'affirmer notre colère et de dénoncer ces inégalités. Partout dans le monde, des initiatives ont lieu pour mettre en lumière l'actualité du combat féministe. Dans un climat explosif avec une grève générale en Guadeloupe et en Martinique, des luttes dans les universités, à la Poste, dans de nombreuses entreprises... c'est le moment de lutter pour les droits des

SAMEDI 7 MARS

MANIF—14H

M° BOURSE

(ligne 3, devant le Planning Familial)



**Autre action :
Manif**

**7 mars - 16H
M° République**

FEMMES & SEXUALITE

DROIT A L'AVORTEMENT EN DANGER

Le droit à l'avortement, durement gagné par les luttes passées, est directement remis en cause. Et s'attaquer au droit à l'avortement c'est s'attaquer au droit des femmes à disposer de leur corps librement.

Mon corps m'appartient !

Chaque femme doit pouvoir décider d'interrompre une grossesse si elle le souhaite. Même si le droit à l'avortement est reconnu dans la loi, son application réelle est un combat quotidien lorsqu'on sait que des centaines de centres IVG ont été fermés ces dernières années. L'IVG tend à devenir une pratique réservée à une classe privilégiée qui pourrait avoir les moyens de se payer des cliniques privées très onéreuses.

Et aujourd'hui, la mouvance pro-vie, largement dirigé par l'extrême droite, mène une lutte contre le droit à l'avortement. Dernièrement, ce mouvement clame avoir gagné du terrain à travers la jurisprudence qui reconnaît la possibilité d'inscrire le fœtus avorté au livret de famille, lui reconnaissant ainsi une existence humaine. Médicalement, il n'en est rien. Les femmes qui décident d'avorter ont le droit de choisir, leur corps leur appartient.

Défendons le droit à l'avortement

Pour notre génération, le droit à l'avortement semble avoir toujours existé. C'est pourtant le résultat de batailles importantes. Aujourd'hui, l'avortement est en danger et nous devons être plus nombreux à le défendre. Le 8 mars est une occasion de rappeler que les femmes doivent être libres de choisir. Nous devons aussi lutter pour le renforcement de la prévention - sexualité dans

les structures publiques, dans nos lycées et nos universités pour permettre à plus de femmes de s'informer de leurs droits.



LIBERTE
EGALITE
SEXUALITES

50 ANS DE LUTTE



ACTU: DÉFENDONS LE PLANNING

Dans un contexte de casse du service public, c'est aujourd'hui le planning familial qui est touché avec 1 millions d'€ de subventions en moins pour l'année 2009 soit 45% du budget annuel.

Le planning, qu'est-ce que c'est ?

Créé en 1956, le planning familial est issu des luttes féministes. C'est un lieu essentiel, notamment pour les jeunes, pour trouver des informations sur la sexualité, les violences faites aux femmes, pour se faire prescrire la pilule, rencontrer des psy ou se faire aider pour avorter...

Élément majeur de la lutte féministe, le planning œuvre pour combattre les inégalités hommes/femmes et bénéficiait jusqu'alors d'une aide publique parce qu'il relayait les politiques gouvernementales sur la sexualité et l'IVG. C'est cette aide qui est amputée par le gouvernement aujourd'hui. Or ce soutien est vital pour financer les plannings qui vivent à 75% des subventions et galèrent déjà. Faute de moyens le planning familial de Marseille a du fermer !

Une attaque ciblée contre les jeunes

C'est nous, les jeunes et les précaires, qui sommes touché-e-s par cette attaque : où trouver la pilule quand on ne peut pas se la faire prescrire par un médecin de famille ? des informations pour se faire avorter gratuitement ? une écoute sur les violences ? Derrière cette baisse de subvention se cache aussi une attaque idéologique contre nos droits à être in-

former pleinement des différents aspects de la sexualité, du droit de choisir si on veut des enfants ou pas, du droit à disposer de notre corps qui est en marche. C'est notre possibilité de nous battre pour une réelle égalité hommes/femmes, qu'on nous refuse, reprenons là.

Signez la pétition sur le site du planning

Le PLANNING FAMILIAL

FEMMES & PRECARITE

LES RAVAGES DE LEUR CRISE

C'est la crise ! Les conséquences directes de la crise économique actuelle sont une avalanche de plans de licenciements et l'augmentation du nombre de chômeurs (+ 90 000 depuis janvier 2009 !). Les premières touchées sont les femmes car elles occupent les emplois les plus précaires comme les temps partiels ou les CDD. Les jeunes, et notamment les jeunes femmes, sont également au premier plan de la précarité.

Après un licenciement : une reconversion souvent impossible

Après un licenciement, la reconversion est très difficile pour n'importe quel salarié (surtout passé 40 ans). En général, les femmes rencontrent davantage de problèmes pour retrouver un emploi stable ou donnant accès à CDI car elles sont souvent moins qualifiées ou avec moins d'expérience professionnelle. Parfois, la pression de la société pousse de nombreuses femmes à retourner au foyer en arrêtant complètement de travailler. Elles deviennent ainsi plus dépendante de

leur conjoint. Mais les femmes doivent pouvoir choisir de travailler si elles le souhaitent.

Lutter contre la précarité généralisée

Le démantèlement du code du travail, la casse des services publics et la casse des retraites organisent la précarisation de l'ensemble des salariés et accentue la précarité des travailleuses. Les contrats et les emplois sont de plus en plus instables et précaires. Avec la baisse du pouvoir d'achat, nous n'avons plus assez d'argent pour vivre. Et pour les jeunes scolarisés, la casse actuelle de l'éducation visant à déqualifier tous les diplômés et à tirer vers le bas tous les salaires constitue une attaque sans précédent. Nous devons lutter tout-e-s ensemble contre la politique de Sarkozy. Le 19 mars (journée de grève interpro), doit être une démonstration de force mais également le point de départ d'une lutte globale et qui s'inscrit dans la durée pour faire reculer le gouvernement.

DES SALAIRES DE MISERE... ÇA SUFFIT !

La gestion de la crise économique par ce gouvernement ne vise qu'à sauver le système capitaliste en donnant des milliards aux banques et toujours rien pour les salarié-e-s ! On attend encore mais nos salaires n'augmentent pas !

A travail égal, salaire égal !

Encore aujourd'hui, les femmes touchent 30% de moins que les hommes à travail égal. Les inégalités salariales persistent. Le salaire des femmes est considéré comme un salaire d'appoint, une somme en plus pour compléter le salaire principal, celui du père ou du mari. La rémunération des femmes s'inscrit dans une logique de dépendance à l'homme ! Dans ce contexte de crise, les femmes sont donc les premières victimes des politiques libérales du gouvernement.

Pour l'augmentation des salaires

Nous nous battons pour l'émancipation des femmes et l'égalité entre les hommes et les femmes. Ce combat passe également par la lutte pour l'égalité des salaires. Et dans la droite ligne des luttes menées en Guadeloupe, en Martinique, à la Poste dans le 92 et dans d'autres boîtes, nous exigeons l'augmentation de tous les salaires de 300€ en prenant sur les profits pour améliorer nos conditions de vies.



LE 8 MARS ET APRÈS...

**LUTTONS POUR
NOS DROITS !**



**QUI
SOMMES
NOUS?**

La journée du 8 mars est une journée combative, d'action et de luttes pour les droits des femmes. Il s'agit de rassembler nos forces autour des questions qui touchent en priorité les femmes.

Tous les droits ont été arrachés par les luttes

La lutte paye! Le droit à l'avortement, la possibilité pour les femmes de voter, l'accès à la contraception, le développement du service public de la petite enfance... Tous ces acquis sont issus des luttes massives féministes, menées notamment ans les années 1970.

Nous devons réaffirmer sans faiblir le droit des femmes à disposer de leur corps, d'avoir le choix face une potentielle naissance en défendant le droit à l'avortement et le maintien des financements pour le planning familial. Une lutte massive est nécessaire pour se faire entendre et pour faire reculer le gouvernement et ses idées réactionnaires.

Reconstruire un mouvement féministe fort

Aujourd'hui, le mouvement féministe est assez faible, divisé et a du mal à se faire entendre. Nous agissons pour reconstruire une conscience féministe d'ampleur pour nous rassembler autour des combats actuels qui sont urgents à mener! Le 8 mars est une occasion pour grouper nos forces mais nous devons continuer la bataille tout au long de l'année pour les droits des femmes. S'organiser sur la durée est une nécessité pour stopper les politiques de ce gouvernement.

Nous sommes des milliers de jeunes et de travailleuses, précaires, militant-es associatifs ou syndicaux...

Nous faisons parti du Nouveau Parti Anticapitaliste pour combattre et en finir avec le système capitaliste. Nous luttons contre toutes les oppressions. Nous sommes féministes, écologistes.

Nous pensons qu'une transformation révolutionnaire de la société est nécessaire pour un changement en profondeur de l'état des choses. Nous voulons un autre monde où les richesses seraient réparties sur la base des besoins pour vivre décemment. C'est pourquoi nous construisons et soutenons toutes les luttes allant dans ce sens.

Nous voulons construire un Parti des luttes, indépendant des pouvoirs en place. Nous appelons toutes les personnes intéressées à nous rejoindre, pour lutter pour un autre monde plus égalitaire.



NPA POUR UN
**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**
www.npa2009.org

**Pour prendre contact
avec les jeunes du NPA**

Envoyer votre contact au
2 rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil
npa.jeunes@free.fr